

LIVRES



Iran-Irak : une guerre de 5000 ans Paul Balta

Éditions Anthropos, Paris, 1988.
315 pages, 29,90 \$.

■ M. Paul Balta est bien connu des lecteurs du *Monde* et du *Monde diplomatique*, par ses articles sur les différents problèmes du Moyen-Orient et particulièrement du monde arabe. Excellent analyste, il démontre une connaissance détaillée et approfondie de ces problèmes. Dans le conflit Iran-Irak, il distingue trois thèmes principaux :

- les «trois niveaux», national, religieux et idéologique qui forment la base du processus de construction de l'État-nation;
- les enjeux régionaux, c'est-à-dire la volonté de chacun des deux pays à devenir la puissance régionale dans cette partie du monde;
- les intérêts des grandes puissances.

Dans les premiers chapitres, l'auteur trace l'histoire de l'Iran de «Cyrus à Khomeiny» et de l'Irak «d'Hammourabi à Saddam Hussein».

Les chapitres IV, V et VI sont les plus intéressants car Paul Balta décrit en détails la guerre meurtrière qui a fait presque 1 million de morts et qui a duré plus de huit ans. Il distingue les causes «réalistes» de la guerre, particulièrement la question des frontières entre les deux pays dans la partie navigable du Golfe, et les causes «idéologiques», en se concentrant sur la vision du monde plutôt laïcisante du nationalisme arabe et la vision carrément religieuse de la révolution islamique en Iran.

Balta divise le déroulement même de la guerre en sept phases : l'attaque irakienne contre l'Iran, la reconquête iranienne, l'utilisation des «vagues humaines» par l'Iran, l'attaque irakienne contre les pétroliers qui trafiquent avec l'Iran, l'utilisation par l'Irak de l'aviation pour bombarder les villes, la prise de Fao

par les Iraniens et l'utilisation de nouvelles tactiques. Comme le livre prend fin en septembre 1987, l'auteur ne mentionne pas les armes chimiques et leur rôle crucial durant les phases terminales de la guerre.

Dans le chapitre sur les grandes puissances, Paul Balta trace avec brio les engrenages américains, soviétiques, chinois, français et européens, et à travers ceux-ci, le jeu d'Israël.

Le chapitre suivant sur les enjeux arabes dans le conflit dénote une analyse de la question bien plus valable que celle qu'on retrouve couramment dans la littérature spécialisée américaine qui laisse de côté le Maghreb et le Mashrek. L'auteur n'hésite pas à considérer le rôle du Maroc autant que celui du Yémen du Sud en passant par Damas, La Mecque et la Libye, dans le conflit Iran-Iraq.

Paul Balta remarque qu'ils sont très nombreux «ceux qui avaient prévu sa durée et sa dureté (de la guerre)». Le résultat premier de cette guerre est qu'elle «a raffermi le pouvoir des ayatollahs et celui-ci est solidement structuré». Les opposants sont pour la plupart en exil, divisés et inefficaces. En fait, la révolution islamique n'a pas réussi à s'exporter sauf parmi les groupuscules de Chiites au Liban. La question qui se pose alors est «Quelle est la vision du monde qui prévaudra à longue échéance?» Celle, possible en Irak, d'une société agguerrie, intégrée, équilibrée entre une centralisation nécessaire et le respect des différentes composantes de la nation, offrant une place de marque à l'émancipation de la femme et au processus de démocratisation et de modernité? Ou bien celle, des «fous de Dieu», qui cherchent la symbiose entre religion et développement économique, entre tradition et modernité?

Je n'ai trouvé qu'un reproche à faire à Paul Balta. Un reproche qu'il aurait dû éviter suite aux critiques faites par Edward Said dans son livre *Orientalisme*, sur le manque de

véritable perspective historique dans les études sur le Moyen-Orient. On n'ajoute rien à l'analyse du conflit Iran-Irak en se référant à des conflits d'il y a 5000 ans entre «les Arabes et les Perses», ou «les Sémites et les Aryens». On risque de perdre les explications pertinentes en se limitant à des explications de l'imaginaire. Même si les Iraniens et les Irakiens utilisent l'histoire comme mémoire collective, c'est en tant qu'idéologie qu'elle sert à mobiliser leurs populations respectives plutôt que de servir à une explication rationnelle du conflit.

C'est un livre à recommander, en mettant le lecteur en garde en ce qui concerne la distinction à faire entre le passé comme source d'idéologie et le passé comme source d'explications. – *Norma Salem*

Norma Salem est chercheuse à l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales.

La crise du système des Nations-Unies Victor-Yves Ghébal

La Documentation française, Paris,
1988, n° 4854
136 pages, 10 \$.

■ On évoque souvent la plus récente crise des Nations-Unies (ONU) en se référant à la réduction de la contribution financière des États-Unis en 1985. Selon Victor-Yves Ghébal, auteur spécialisé dans le domaine du contrôle des armements, cette crise a en fait connu quatre dimensions importantes : structurelle, institutionnelle, politique et budgétaire.

L'auteur divise son analyse en trois sections. Dans la première, il rappelle l'évolution de l'ONU depuis sa fondation et campe les grandes lignes de son «vieillessement naturel» : accroissement du nombre des États-membres, qui fait passer au banc de l'opposition les pays fondateurs; alourdissement bureaucratique, dû à la prolifération des structures. La mauvaise gestion, le double emploi et le manque de performance du personnel (surtout

au niveau du Secrétariat) ont graduellement alourdi le fonctionnement de l'ONU.

La deuxième section présente deux études de cas d'institutions spécialisées : l'Organisation internationale du travail (OIT) et l'UNESCO. La dernière section est consacrée à l'examen des problèmes budgétaires et politiques du système de l'ONU. On y trouve également les conclusions du Groupe des 18 experts formé en 1986, qui avait pour mandat de formuler des recommandations pour réformer le fonctionnement administratif et budgétaire de l'ONU.

Les griefs des pays occidentaux envers les institutions spécialisées de l'ONU concernent leur philosophie constitutionnelle (surtout les Droits de l'Homme), les procédures, les débats, les programmes, la prise de décision et la gestion (budgétaire et administrative).

La réduction de la contribution américaine en 1985 a obligé l'Assemblée générale de l'ONU à prendre des mesures d'urgence pour régler son problème d'insolvabilité ainsi qu'à former le «Groupe des 18» dont le rapport, franc et sévère, fut vivement critiqué à l'Assemblée générale. L'adoption de certaines de ses recommandations à propos de la gestion budgétaire a fait évoluer l'attitude de Washington à l'égard de l'ONU, qui a annoncé, dès 1987, une reprise graduelle de sa contribution. L'initiative des États-Unis eut, entre-temps, l'effet non-négligeable d'accélérer le paiement de certains arriérés, notamment celui de l'URSS.

Selon Ghébal, les objectifs fondamentaux de sécurité collective et de développement économique et social n'ont pas été atteints. Dans le premier cas, l'auteur rappelle que les activités de l'ONU incluent les opérations du maintien de la paix. Toutefois, depuis 1945 le recours à la violence dans les conflits s'est accru, et la zone belliqueuse s'est déplacée de l'Europe vers le tiers-monde. Quant au contrôle des armements, les superpuissances ont constitué leurs propres mécanismes de négociations, en faisant fi des Nations-Unies.